

Colloque

Science, pouvoir et démocratie

en hommage à Martine Barrère

les 4 et 5 octobre à Paris

Voir en pages centrales les thèmes du colloque
et les modalités de l'appel à contributions

Science, pouvoir et démocratie

Colloque en hommage à Martine Barrère

les 4 et 5 octobre 1996

Salle Médicis, Sénat, Palais du Luxembourg, Paris.

Le texte ci-dessous est un premier appel à contributions pour nous permettre de préparer et d'organiser le colloque. Les suggestions que nous en attendons devront porter sur des réflexions de fond, mais aussi s'appuyer sur des exemples et des situations concrètes, en France comme à l'étranger. Notre objectif est de déboucher, si possible, sur des propositions institutionnelles et fonctionnelles de nature à faire évoluer les pratiques et les relations entre la science et la société.

Vos propositions d'intervention (titre, résumé d'une page maxi)
sont à adresser avant le 30 mars 1996 à
Ghislaine Garin - AITEC - 20, Grande Rue, 92 310 Sèvres
Tél : (1) 45 07 83 63 Fax : (1) 45 34 82 60

Ce texte est diffusé par la revue *Science Tribune* sur Internet.
Elle accueille vos réactions, commentaires, propositions.
Adresse : <http://www.infobiogen.fr/journals>

COLLOQUE SCIENCE, POUVOIR ET DEMOCRATIE

Nul ne peut nier le caractère de plus en plus scientifique et technique des sociétés industrialisées. Qu'il s'agisse d'armement, d'énergie, d'environnement, de santé, voire de définition même de l'être humain, la science et la technique sont partout impliquées. Elles ont connu des succès incontestables depuis leur épanouissement en Occident au siècle des Lumières. Aujourd'hui, on ne peut cependant ignorer les risques graves qu'elles font courir aux populations et à la planète entière. Longtemps considérées comme protectrices et émancipatrices, elles sont désormais perçues comme une arme à double tranchant : bénéfique et menaçante, porteuse d'espoir et incapable d'enrayer les maux du monde moderne.

La science dans ses rapports avec la société n'est donc pas neutre. C'est, pour beaucoup, devenu une évidence. Si des événements majeurs comme Hiroshima, Tchernobyl, Bophal ou l'affaire du sang contaminé ont ébranlé les consciences et contribué à porter un regard nouveau sur la recherche, elles n'ont pourtant pas suffi à provoquer le vaste débat qu'exige son essor. Le processus s'accélère, avec l'assentiment d'une société qui, dans son ensemble, reste confiante dans les capacités innovantes de la science et de la technique ; avec la complicité de chercheurs qui persistent à défendre une vision farouchement positiviste du « progrès ». Le fameux appel de Heidelberg l'a rappelé, la vieille idéologie scientiste n'est pas morte et sert à légitimer le pouvoir universel de la science et de la technique.

Rarement remis en cause, les grands projets de recherche et de développement ne font pas l'objet de choix démocratiques dans notre pays. La complexité des questions en jeu fournit, le plus souvent, un alibi aux experts pour écarter du débat public les décisions essentielles. Quant aux élus de la nation, ils ne sont guère armés pour en évaluer les conséquences et résister aux pressions des lobbies scientifiques, industriels ou militaires. Résultat, le pouvoir de la science s'exerce, le

COLLOQUE SCIENCE, POUVOIR ET DEMOCRATIE

plus souvent, sans partage ni contrepoids, en marge donc du débat démocratique. En témoignent, les grands programmes technologiques français décidés par une poignée d'hommes politiques et de scientifiques. En témoigne aussi, la sur-représentation des médecins et des biologistes au sein des comités d'éthique ou les pressions exercées par les scientifiques sur les parlementaires pour s'opposer au principe du regard public sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés. Plus qu'hier encore, le débat entre chercheurs, politiques et citoyens s'impose pour éclairer l'avenir. Car le développement de la science se déroule dans un contexte de profonds changements, marqués par une accélération des résultats de la recherche, la mondialisation de nombreuses questions, un fossé grandissant entre ceux ayant accès au savoir et les autres, entre un Nord détenteur d'une science « universelle », et un Sud laissé pour compte de la recherche moderne. Et, de plus en plus, dans tous les secteurs rentables, la logique économique s'impose comme le moteur essentiel de l'activité scientifique et technique. Le risque existe que, cette fois-ci, les politiques, les chercheurs et encore plus les citoyens ne parviennent pas à maîtriser les effets d'un progrès de plus en plus asservi aux seuls enjeux économiques, industriels et militaires d'une partie de la planète.

« Il faut construire une autre science, fondée sur de nouveaux rapports entre les scientifiques et les citoyens » écrivait Martine Barrère, journaliste scientifique, qui avait compris, sans doute mieux que d'autres ou avant d'autres, combien la science avait changé et perdu ses repères traditionnels. Réfléchir aux conditions d'une science démocratiquement débattue et socialement maîtrisée est l'objectif de ce colloque organisé à la mémoire de Martine Barrère, disparue prématurément. Ce débat, qui doit être pensé en termes mondiaux, s'adresse à tous ceux qui refusent que la science et la technique soient une machine à fabriquer de l'irréversible. Nous sommes convaincus que les scientifiques et les décideurs politiques ne pourront pas l'esquiver plus longtemps. Notre destin en dépend.

Quatre grands thèmes autour desquels pourrait s'articuler le débat :

1. Le pouvoir politique et les attentes sociales : Comment organiser le débat entre scientifiques, politiques et citoyens ? Quels mécanismes institutionnels mettre en place pour permettre la transparence et la pluralité de l'expertise ? Comment donner aux citoyens les moyens de participer effectivement aux prises de décision, de s'exprimer sur le caractère souhaitable ou non des objectifs de la recherche ? Comment éviter la dictature de l'urgence ?

2. L'information scientifique et technique : Comment, à travers l'enseignement et les médias, faire de l'information scientifique et technique, une information inscrite dans la culture des citoyens ? Comment permettre le développement d'une information qui favorise l'exercice critique et soit un contrepoids puissant à l'information des « experts » ?

3. La responsabilité des chercheurs : Faut-il fixer des limites au pouvoir et à la pratique des chercheurs ? Au niveau de la recherche fondamentale ou au niveau de ses applications qui, seules, seraient dangereuses ? La liberté de la recherche, revendiquée par la plupart des scientifiques, est-elle un privilège exorbitant ?

4. La solidarité Nord-Sud : Comment la recherche peut-elle prendre en compte les cultures étrangères à la pensée occidentale dominante ? Comment permettre l'accès du plus grand nombre aux savoirs et favoriser un véritable partage des connaissances et des technologies à l'échelle mondiale ? Comment engager le monde dans la voie d'un développement équitable et durable ?